

Cote du document: EB 2015/LOT/G.19
Date: 12 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Université des Andes (UNIANDES) pour le projet intitulé "Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique"

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tomas Rosada
Économiste régional
téléphone: +39 06 5459 2332
courriel: t.rosada@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique"	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

Sigles et acronymes

CEDE	Centre d'études du développement économique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
UNIANDES	Université des Andes

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Université des Andes (UNIANDES) pour le projet intitulé "Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: Enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique", telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Université des Andes (UNIANDES) pour le projet intitulé "Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: Enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique"

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'accorder un don du FIDA d'un montant de 1 500 000 USD au titre du guichet mondial/régional à l'Université des Andes (UNIANDES) pour le projet intitulé: "Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: Enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique". La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le programme proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. En effet, il s'adresse à des ménages ruraux pauvres bénéficiant actuellement de programmes de protection sociale dans cinq pays d'Amérique latine

et d'Afrique subsaharienne. Il est probable que leur protection sociale s'améliorera si des programmes conjoints plus efficaces et mieux structurés sont conçus et mis en œuvre. Le but de ce projet est de rassembler des données factuelles concernant les interventions qui ont donné de bons résultats afin d'éclairer la conception des structures et des programmes, de manière à donner aux responsables de l'élaboration des politiques et aux donateurs des éléments qui leur permettent d'améliorer les interventions de lutte contre la pauvreté s'adressant aux ménages ruraux.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé: "Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: Enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Université des Andes (UNIANDES), pour trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Améliorer l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural dans les pays en développement: enseignements dégagés de l'expérience en Amérique latine et en Afrique"

I. Généralités

1. Les effets de synergie des interventions auprès des ménages ruraux comprenant des activités de protection sociale et de développement rural axé sur la production ont été reconnus ces dernières années, ce qui a suscité un intérêt croissant, mais aussi de nouvelles interrogations auxquelles il faut s'attacher à répondre: comment ces synergies sont-elles créées et comment faire pour les optimiser? Quel est le meilleur enchaînement chronologique pour le déroulement d'un programme? Quelles réformes institutionnelles sont nécessaires pour généraliser les activités qui ont fait leurs preuves?
2. Le FIDA a contribué aux efforts déployés en accordant un don à l'Université des Andes (UNIANDES) à l'appui du Programme de transferts monétaires soumis à conditions et de développement rural en Amérique latine¹. Si de nouveaux éléments probants ont été mis en évidence, d'autres interrogations ont aussi été soulevées: ces effets de complémentarité ne sont-ils observés qu'au niveau des ménages ou également à des niveaux plus élevés – comme au sein des organisations de producteurs et à l'échelle des petits territoires? Ces synergies produisent-elles des effets multiplicateurs au niveau des villages, et comment faire pour les optimiser? Quel type de structure institutionnelle faut-il mettre en place pour tirer parti des avantages qui découlent de l'articulation entre les interventions de protection sociale et celles de développement rural? Comment ces synergies peuvent-elles aider les petits agriculteurs à se tourner davantage vers les activités à vocation commerciale et à adhérer à la transformation du monde rural? Quel degré d'interaction entre les programmes est le plus approprié pour optimiser les synergies?
3. Certains pays se sont d'ores et déjà engagés dans la conception d'interventions visant à tirer parti de ces effets de synergie. Le programme Territorios Productivos au Mexique et l'intervention IRI en Colombie ont tous deux été conçus en tenant compte de différents dispositifs d'incitation et mécanismes de suivi-évaluation. Appréhender les différentes façons dont ces interventions produisent des effets au niveau des ménages et à l'échelle régionale est un exercice délicat. Il faut disposer d'éléments très précis pour démontrer aux gouvernements, aux responsables de l'élaboration des politiques, aux institutions financières internationales et à la communauté internationale du développement les avantages qui découlent de l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural axé sur la production, et les stratégies à mettre en place à cet effet.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Les travaux déjà menés montrent qu'associer les interventions de protection sociale et de développement rural axé sur la production peut permettre d'augmenter leur impact sur la pauvreté dans les zones rurales. Bien que le FIDA, l'UNIANDES et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aient bien progressé dans la compréhension de ces interactions, plusieurs interrogations restent encore sans réponse. Les efforts entrepris pour remédier à cela pourraient s'avérer très bénéfiques dans le cadre de plusieurs interventions financées par le FIDA.
5. La démonstration concrète du potentiel que recèlent ces initiatives et la compréhension des différentes manières dont elles produisent des effets au niveau

¹ www.sinergiasrurales.info

des ménages et à l'échelle régionale permettraient de mettre en avant les démarches novatrices utilisées dans la conception et la mise en œuvre de ces initiatives. Ne pas tenir compte des éléments attestant du caractère complémentaire des types d'intervention considérés risque d'entraîner des coûts non négligeables, en particulier si les interventions concernent la même population et la même zone géographique.

6. Compte tenu de ce qui précède, la concertation sur les politiques publiques menée avec les responsables de l'élaboration des politiques constituera un aspect important du projet.
7. Le projet contribuera au renforcement de l'obligation de rendre compte des résultats et permettra de compléter les données disponibles en obtenant de nouveaux éléments probants concernant les modalités selon lesquelles des programmes intégrés seraient susceptibles d'améliorer la situation des bénéficiaires et des communautés dont ils font partie.
8. Les interactions entre les programmes de développement rural axé sur la production et les programmes de protection sociale sont importantes pour parvenir à mettre en place des interventions qui se prêtent à une reproduction à plus grande échelle.
9. En outre, le projet devrait être l'occasion d'engager une collaboration entre l'UNIANDES, son Centre d'études du développement économique (CEDE), la FAO et le FIDA portant sur l'analyse des liens entre les programmes de protection sociale et de développement rural au niveau régional.

III. Le projet proposé

10. L'objectif global du projet est de réunir des éléments attestant des avantages que recèle la mise en place d'interventions concertées afin d'éclairer la conception des futurs projets, l'élaboration des politiques et les interventions visant à lutter contre la pauvreté rurale et à aider les petits agriculteurs à se tourner davantage vers les activités à vocation commerciale. L'objectif principal consiste à influencer sur l'action menée par les organismes publics dans le domaine du développement rural et de la protection sociale, en tirant parti des synergies entre les initiatives de protection sociale et de développement rural axé sur la production. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants: i) rassembler des éléments attestant des avantages de l'articulation entre les interventions de protection sociale et de développement rural axé sur la production; ii) recenser les exemples de réussite de l'articulation entre instruments de développement rural axé sur la production et dispositifs de protection sociale, en mettant en évidence leur architecture institutionnelle; iii) décrire les mécanismes qui pourraient éventuellement permettre d'améliorer les résultats de ces interventions en Afrique et en Amérique latine lorsqu'elles sont concertées; iv) informer les responsables de l'élaboration des politiques à l'échelon national dans au moins cinq pays d'Afrique et d'Amérique latine; et v) sensibiliser les organisations internationales qui financent des projets de protection sociale et de développement rural axé sur la production à la possibilité d'articuler ces interventions.
11. Les groupes cibles du projet comprennent les gouvernements et les responsables de l'élaboration des politiques des pays en développement, les institutions financières internationales comme le FIDA, et la communauté internationale du développement dans son ensemble. Ce public tirera directement profit des éléments probants issus des travaux de recherche, qui feront progresser la connaissance en ce qui concerne la programmation concertée. Les ménages ruraux bénéficiant actuellement de programmes de protection sociale dans cinq pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne en tireront indirectement avantage.

12. Selon le Ministère du développement international (DFID) du Royaume-Uni, on peut estimer qu'entre 750 millions et 1 milliard de personnes pauvres vivant en zone rurale bénéficiaient déjà en 2011 de programmes de protection sociale, notamment sous forme de prestations en espèces. Des programmes de transferts monétaires de grande ampleur ont été mis en œuvre aussi bien en Afrique subsaharienne qu'en Amérique latine, dont le programme Bolsa Familia au Brésil, le programme PROSPERA (qui a pris la suite du programme Oportunidades) au Mexique, un don d'aide à l'enfance en Afrique du Sud et le Programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives en Éthiopie.

IV. Produits escomptés

13. On attend de ce projet les produits suivants:
 - i) Publication d'au moins cinq études analytiques, soumises à un examen par les pairs, formulant des recommandations fondées sur des éléments probants qui aideront les responsables de l'élaboration des politiques et les donateurs à mieux articuler ces interventions et à tirer parti de leurs effets de synergie; et
 - ii) Mise en place d'une concertation sur les politiques publiques avec la participation des administrations locales et des gouvernements nationaux, aboutissant à la formulation de recommandations portant sur les moyens d'assurer la cohérence entre les interventions de protection sociale et de développement rural axé sur la production.

V. Modalités d'exécution

14. Le projet sera mis en œuvre en collaboration avec toute une série d'universités, de centres de recherche et de groupes de réflexion d'Afrique et d'Amérique latine. L'UNIANDES assurera la coordination du projet par l'intermédiaire du CEDE. Ses missions seront les suivantes: coordonner le projet; servir d'interlocuteur au FIDA; assurer la qualité tout au long du projet; piloter les activités de comparaison et de synthèse des enseignements dégagés; et coordonner la gestion et l'information financières.
15. Le CEDE effectuera ses travaux dans le cadre d'un accord subsidiaire avec la FAO, qui mènera les études effectuées en Afrique subsaharienne. Les travaux déjà effectués sous la conduite de la FAO ont permis de dégager des enseignements précieux en ce qui concerne l'évaluation de l'impact de la protection sociale sur le développement rural, en mettant l'accent sur les complémentarités possibles entre les programmes de protection sociale et de développement rural. Tant le CEDE de l'UNIANDES que la FAO sont particulièrement bien placés dans le domaine des politiques et de l'analyse, ce qui permettra au projet de mettre à profit l'expérience acquise dans le cadre des travaux qu'ils mènent actuellement dans les deux régions. Cela permettra également au projet de tirer parti des relations que la FAO a nouées au sein des pays, qui sont essentielles pour assurer l'exécution efficace de travaux de recherche axés sur les politiques.
16. Le projet sera mis en œuvre dans cinq pays d'Afrique et d'Amérique latine où se déroulent des interventions concertées associant protection sociale et développement rural – ou bien dans lesquels il existe un potentiel d'interaction entre des interventions existantes (ce qui facilite le choix des programmes à inclure dans l'étude). Dans le cadre des travaux déjà menés, le CEDE de l'UNIANDES et la FAO ont tissé des liens avec les institutions chargées des politiques dans les deux régions.
17. Un comité scientifique et un comité de pilotage seront mis en place pour appuyer le projet et pour formuler des observations concernant le processus de concertation envisagé.

18. L'UNIANDES mettra en place un dispositif de suivi-évaluation pour observer la mise en œuvre des initiatives menées par chacune des institutions participant au projet, dont la FAO. En conséquence, l'UNIANDES chargera le CEDE d'établir un plan de travail et budget annuel qui devra être transmis au FIDA. Le CEDE de l'UNIANDES soumettra chaque année un rapport financier vérifié présentant un état consolidé de ses propres dépenses et de celles des organismes d'exécution.
19. Au sein de chaque organisme d'exécution, un membre du personnel sera chargé du suivi. Chaque bénéficiaire d'un don subsidiaire établira un rapport annuel recensant les réussites et les échecs et un état annuel des dépenses qui seront mis à la disposition du CEDE².
20. Le bénéficiaire du don devra présenter chaque semestre au FIDA des états de dépenses non vérifiés. Il veillera à ce que les comptes du programme soient vérifiés tout au long de la période d'exécution; il fournira à cet effet au FIDA des lettres d'opinion distinctes établies par des commissaires aux comptes indépendants. Les états de dépenses et les rapports d'audit devront présenter un état consolidé des dépenses engagées par le bénéficiaire et les partenaires d'exécution. Toutefois, le bénéficiaire assumera seul la responsabilité de la gestion du produit du don et des rapports financiers adressés au FIDA. En outre, le bénéficiaire fera vérifier chaque année sa comptabilité institutionnelle par un commissaire aux comptes indépendant, conformément aux Normes internationales d'audit, et il transmettra au FIDA une copie de ses états financiers vérifiés faisant notamment référence au don du FIDA, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.
21. À l'achèvement du projet, l'UNIANDES chargera le CEDE d'établir un rapport final faisant apparaître l'utilisation des ressources financières et les résultats obtenus, et montrant dans quelle mesure les objectifs du don ont été atteints. Ce rapport indiquera comment les résultats peuvent se répercuter sur les décisions en matière d'élaboration des politiques.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

22. Le coût du projet, qui se monte à 1 500 000 USD, sera financé par le FIDA. Les institutions participantes apporteront un cofinancement en nature sous forme de moyens matériels et de ressources humaines. Le cofinancement de l'UNIANDES représentera approximativement 320 000 USD.

² Le contenu détaillé de ces rapports sera précisé au cours de la première phase du projet, en fonction des informations nécessaires pour établir les rapports techniques et financiers du CEDE. Tous les paiements aux organismes d'exécution, dont la FAO, seront effectués en fonction des résultats obtenus ainsi que de la ponctualité et de la qualité des rapports financiers et techniques.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Définition des programmes, des priorités et des méthodes à employer (8 mois)			
1.1 Composition du Comité scientifique et définition des fonctions de ses membres; démarrage de la concertation sur les politiques	13	1	14
1.2 Analyse multi-pays à partir du constat établi dans le cadre d'un don précédemment accordé par le FIDA à l'UNIANDES, la FAO, le DFID et l'Union européenne; une nouvelle publication proposera une comparaison des cas déjà étudiés et une étude multi-pays	46	6,5	52,5
1.3 Description des caractéristiques des programmes de protection sociale et des interventions de développement rural axé sur la production dans chaque pays; définition du sous-projet à mettre en œuvre dans chaque pays	26	3	29
1.4 Atelier de lancement du projet; définition du projet national et des méthodes de travail et approches, y compris la stratégie concrète	25	8	33
1.5 Attribution des fonds et signature des contrats	191	46,5	237,5
1.6 Évaluation et ajustements par le Comité scientifique	2	-	2
Sous-total 1	303	65	368
2. Analyse empirique (20 mois)			
2.1 Rencontres périodiques avec les groupes de parties prenantes nationales	39	13	52
2.2 Mise en œuvre et suivi des projets au niveau des pays	982	200	1 182
2.3 Atelier consacré à l'analyse des réussites, des problèmes et des solutions concernant la mise en œuvre du projet dans chaque pays, y compris une analyse des politiques	25	8	33
2.4 Avis scientifiques	11	-	11
2.5 Atelier de clôture	25	8	33
Sous-total 2	1 082	229	1 311
3. Synthèse et diffusion des résultats (8 mois)			
3.1 Synthèse des résultats	22	5	27
3.2 Analyse et enseignements	13	3	16
3.3 Diffusion aux responsables de l'élaboration des politiques	47	11	58
3.4 Recommandations	9	2	11
3.5 Révision finale des documents	24	5	29
Sous-total 3	115	26	141
Total	1 500	320	1 820

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
Traitements et indemnités	165	-	165
Consultants	1 015	-	1 014
Frais de voyage et indemnités	90	-	90
Dépenses de fonctionnement	110	320	431
Frais généraux et frais de gestion	120	-	120
Total	1 500	320	1 820

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Gather evidence of the benefits of the articulated interventions that could inform about the appropriate institutional and programme design, for policy makers and donors to be able to use it as a basis for improving rural households anti-poverty interventions and helping smallholders in becoming more business oriented and taking part in rural transformation.	<ul style="list-style-type: none"> • Number of government institutions involved in the project for understanding and evaluating synergies between SP and RD. • Number of government officials attending to seminars or events done during the project to discuss and inform of results to policy makers. Number of policy makers and/or governments that ask for results. 	<ul style="list-style-type: none"> • Proceedings from meetings with policy makers about the benefits of articulation SP-RPD. • CT technical reports. • Reports from country cases and lessons learned from interaction between SP and RPD. 	
Objectives	<p>Main: Try to influence governmental institutions related with rural development and SP (anti-poverty) policies in order to take advantage of identified synergies between SP and productive initiatives.</p> <p>Specific:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Explore and document evidences of the benefits deriving from the articulation between SP and PRD interventions, using various entry points for the analysis, i.e. individual, household, producer organization and village levels, etc., in order to provide substantive evidence to policy makers and donors on better programme design, sequencing, and institutional design for supporting rural poor alleviation. 2. Identify the main characteristics of existing cases of articulation between RPD and SP instruments, highlighting the “institutional architecture” behind them. 3. Describe the mechanisms through which RPD and SP interventions’ results might be improved when they are articulated. 4. Inform policy makers at the national level in five countries in LA and Africa, and to international organizations providing financing to RPD and SP projects, about the performance and potential of actual and effective articulations between these two types of interventions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of integrated programmes identified in the region before projects results. • Number of peer reviewed documents analysing the “institutional architecture” of the analysed experiences. • Number of peer reviewed documents with policy recommendations based on the observation of integrated interventions. • Number of meetings to inform and discuss with policy makers and CPMs about the performance of potential and actual articulations between SP and RPD. 	<ul style="list-style-type: none"> • Submitted peer-reviewed analysis for the institutional architecture and its implications for each case. • Submitted peer-reviewed analysis of mechanisms and drivers of synergies. • Minutes from meetings with policy makers. • Memories from meetings with CPMs. 	<p>The factors and conditions outside the recipient's responsibility that might affect the achievement of the objectives:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Access to databases and support from governments is assumed to be granted, but in some cases this might not work. Moreover, not having enough and reliable access to information, affecting the technical strategy which may create challenges in the identification of groups and unbiased estimation of evaluations. • Duties from governmental agencies might difficult their participation in other external processes. Then, there is a policy-related risk. Institutional resistance as well as lack of interest could be limiting the execution of the resulted policies

				<p>recommendations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Potential reluctance from policy makers to support the analysis if they do not identify in advance the advantages of participating.
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. At least five sound, peer-reviewed, analytical studies, that will provide evidence-based recommendations that allow policy makers and donors articulate better these combined interventions and take advantage of the synergistic and complementary effects that might emerge. 2. A policy dialogue process with local and national governments with recommendations on how to achieve better coherence between SP and rural development interventions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of peer reviewed documents analysing mechanism through which improvements are (or may be) experienced. • Number of academic and non-academic meetings in on results. • Number of meetings with institutions related with SP programmes and RPD projects involved in the studies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reviewers reports • Attendance list and proceedings of proposed activities for CPM and Policy Makers. • CEDE's technical and financial reports. 	<p>Some features that contribute to the success of reaching these outputs are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish a pool of scientists that commits with the project, evaluates and tutors the proposals. • Enough and reliable information from both types of programmes. • Early policy dialogue is key to engage actors at the national, regional and local levels.
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> • Selection of a scientific committee. • A cross-country analysis based on the previous findings from the grant between IFAD and UNIANDES, to generate research questions that are consistent with the lessons learned from the first analysis. • A policy advocacy strategy defined from the beginning in order to validate analysis and enhance outreach of results. Monitoring and feedback will be done by CT and Steering Committee. • Select 5 countries, at least 2 from each region. Based on the SP and RPD programmes they are carrying out, the data availability and the potential teams to execute the analyses. • Prepare a strategy for identifying complementarities or synergies between interventions. • Institutional analysis to identify the architecture and its possibilities and obstacles in the creation and use of synergies or complementarities at the institutional level. • Workshops and other policy engagement activities. • Presentation and discussion of the advances in the execution of each sub-project. • Workshop for discussion of successes, challenges and solutions in the implementation of the country projects. • Workshop for results discussion. • Consolidation of results and policy recommendations. • Final document preparation and dissemination. 	<ul style="list-style-type: none"> • A publication presenting the main findings from the cross-country analysis. • Number of studies on the institutional architecture and its possibilities for the creation or use of synergies. • Number of recognized researchers in the scientific committee. • Number of documents defining the strategy for identifying synergies between interventions, considering household or local level impacts. 	<ul style="list-style-type: none"> • The publication with the cross-country analysis • CEDE's technical and financial reports. • The final report gathering main lessons from studies. 	<p>The assumed pre-conditions to be met before the action starts:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interest and support from CPMs • Policy makers and programme directors should have enough time available in order to attend meetings and workshops. • It is imperative that policy makers are willing to listen to results and debate policy recommendations.